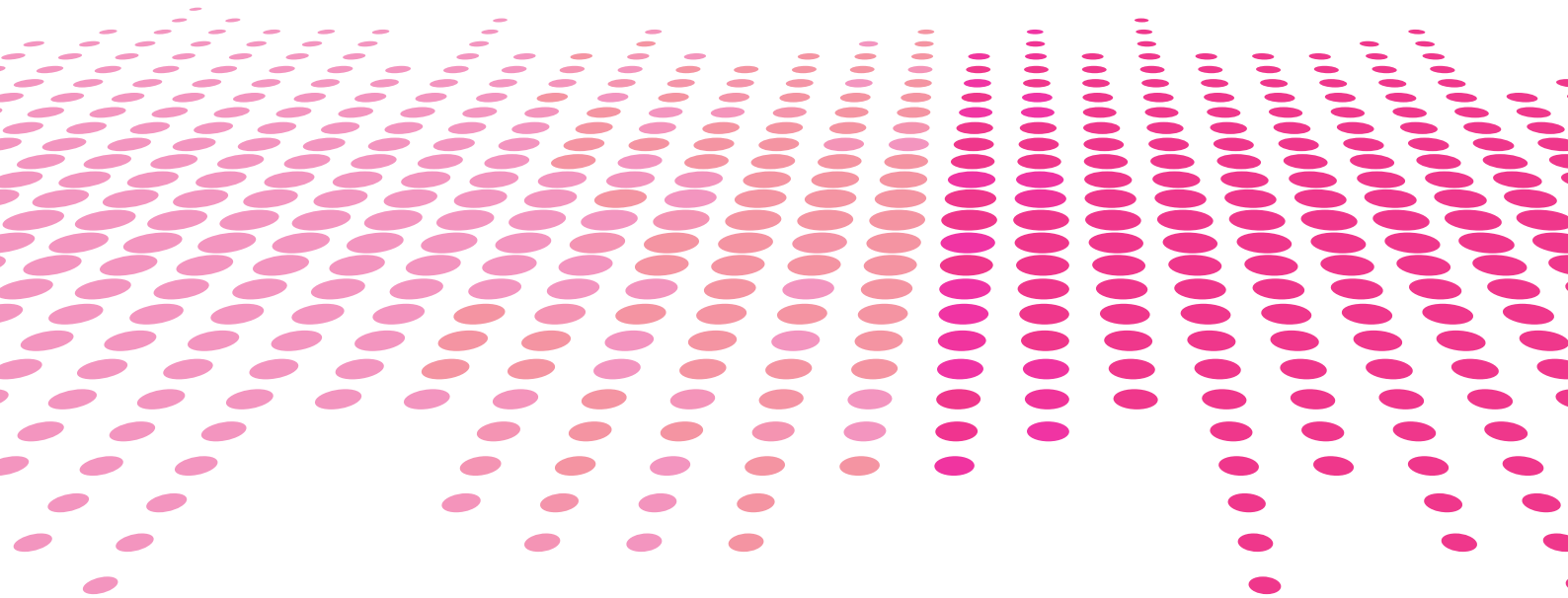


ACRC

Faire un grand pas en avant
en matière de transparence
et de droits civils



ACRC

Anti-Corruption &
Civil Rights Commission
Republic of Korea

Sommaire

03

Présentation

04

Organigramme

05

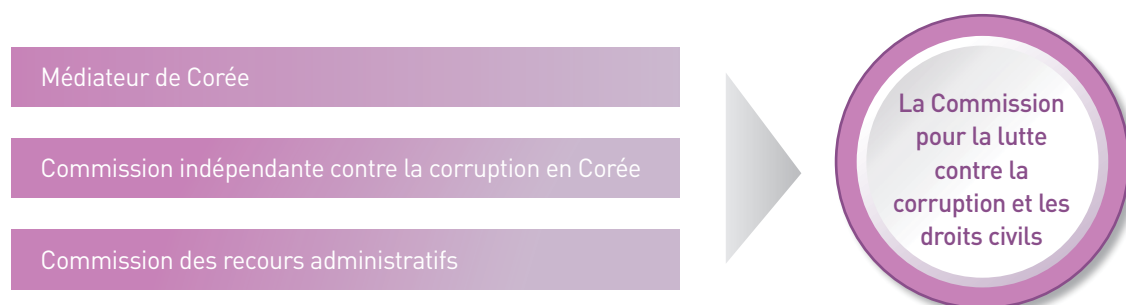
Fonctions

Lutte contre la corruption	05
Traitement des plaintes civiles	11
Traitement des recours administratifs	14
Amélioration institutionnelle	17
Coopération internationale	18

Présentation de l'ACRC

Création

La Commission pour la lutte contre la corruption et les droits civils (ACRC) a été créée le 29 février 2008, par l'intégration du Médiateur de Corée, de la Commission indépendante contre la corruption en Corée et de la Commission des recours administratifs. Elle a pour mission de lutter contre la corruption et de protéger les droits civiques.



L'intégration de ces trois commissions permet d'effectuer de manière efficace toutes les démarches relatives à la défense des droits des citoyens telles que le traitement des plaintes, les activités visant à renforcer l'intégrité dans le pays et les recours administratifs.

Fonctions principales

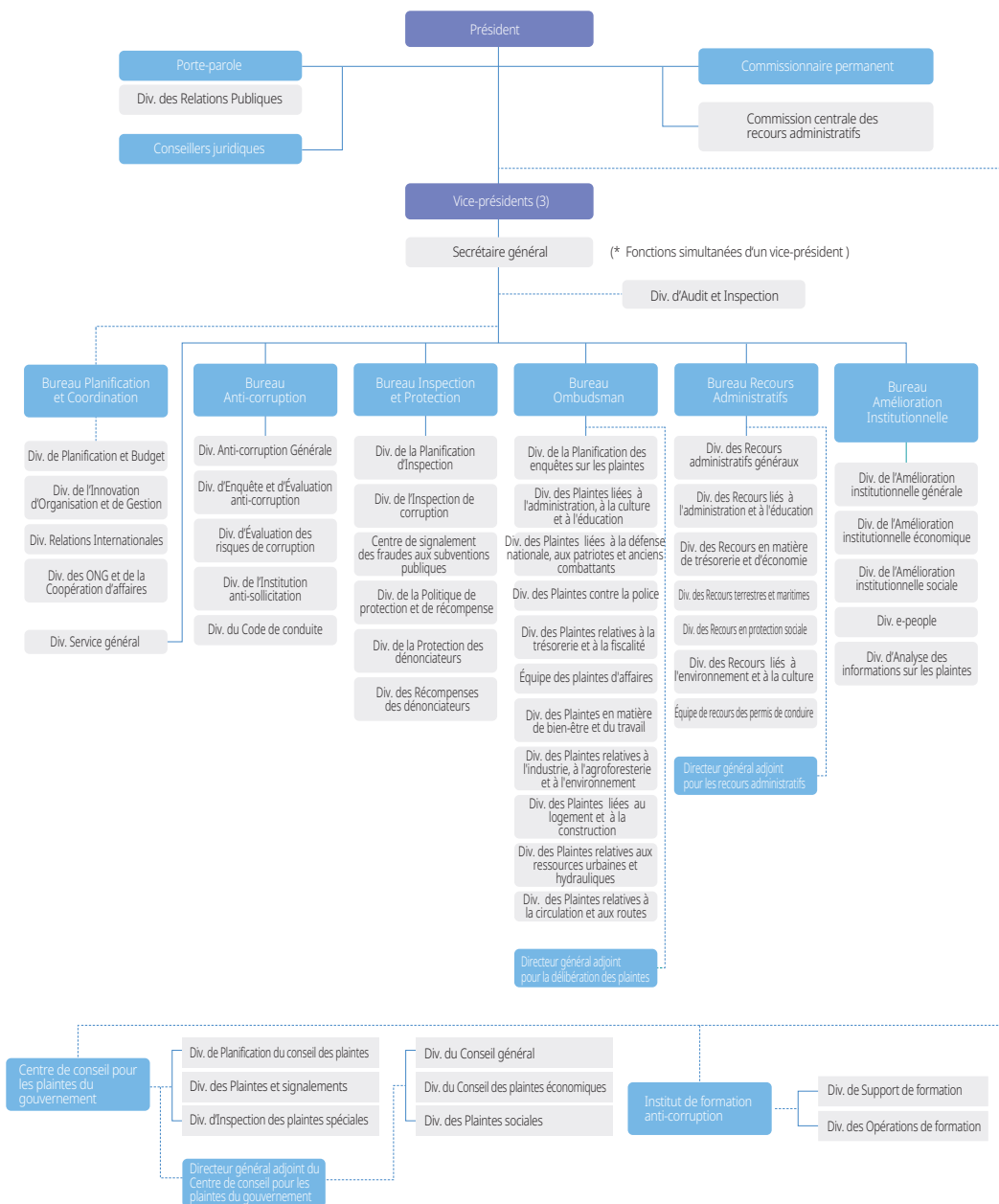
La commission assume quatre fonctions principales :

- Traiter les plaintes et les réclamations des citoyens
- Prévenir la corruption dans le secteur public et créer une culture d'intégrité grâce à la lutte contre les actes de corruption
- Protéger les droits des citoyens contre les erreurs et les injustices des services publics à travers le système de recours administratifs
- Améliorer les lois et les systèmes inadaptés en vue de résoudre les plaintes et de limiter le risque de corruption

*Fondement juridique de la création de l'ACRC :

「Loi relative à la prévention de la corruption, à la création et la gestion de la commission de lutte contre la corruption et de défense des droits civiques」

Organigramme



L'ACRC est composée de 15 commissionnaires, dont un président (ministre), 3 vice-présidents (vice-ministres), 3 commissionnaires permanents et 8 commissionnaires non-permanents. Le statut et l'indépendance dans le travail de tous les commissaires sont garantis par la loi.

Nombre du personnel

Total	Service politique	Service des cadres supérieurs	3-4	4	4-5	5	6 et moins	Agents avec des expériences spéciales	Service de recherche	Service spécial
551	4	17	14	34	41	200	230	7	1	3

01 Lutte contre la corruption

Renforcement de l'intégrité dans le secteur public

Coordination des initiatives de lutte contre la corruption au niveau national

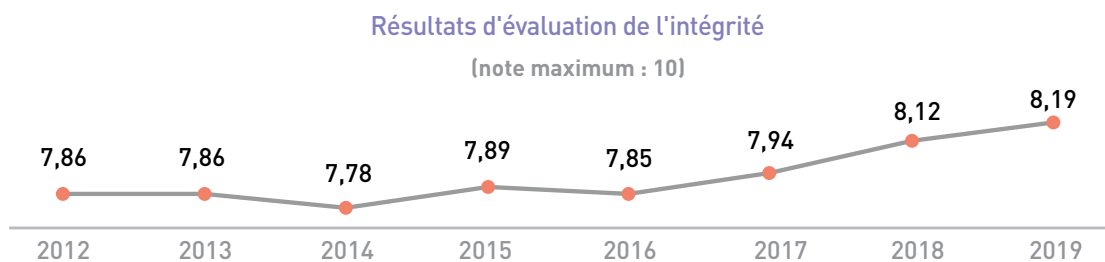
L'ACRC élabore des politiques nationales anti-corruption à mettre en œuvre à tous les niveaux du gouvernement. Puis, elle examine et coordonne les mesures du gouvernement visant à prévenir la corruption au long terme. En outre, dans le but d'améliorer le niveau d'intégrité dans le secteur public, l'ACRC mène une évaluation de l'Initiative anti-corruption chaque année depuis 2002 pour mesurer et soutenir les efforts volontaires des institutions publiques en matière de lutte contre la corruption.

Conseil consultatif sur la politique de lutte contre la corruption :

Lancé en Avril 2017, le Conseil a été conçu pour faire avancer les politiques anti-corruption du gouvernement d'une manière globale et systémique. Le Conseil est présidé par le Président de la Corée, et les chefs de 12 organismes gouvernementaux y participent, dont l'ACRC, la Commission coréenne du commerce équitable, le Ministère de la justice et le Ministère de l'intérieur et de la sécurité. Le conseil a instauré le Plan Quinquennal complet de lutte contre la corruption lors de sa réunion en avril 2018.

Évaluation de l'intégrité des organismes publics

Chaque année, l'ACRC évalue les niveaux d'intégrité des organismes du secteur public en sondant les citoyens ayant eu une expérience directe avec les services publics. La Commission évalue également les initiatives anti-corruption prises par les organismes publics. L'objectif fondamental de ces évaluations est d'encourager les organismes publics à volontairement faire des efforts pour lutter contre la corruption.



Réalisation d'une évaluation de l'impact de la corruption

L'évaluation de l'impact de la corruption est un mécanisme d'analyse conçu pour identifier et éliminer les facteurs de corruption au préalable dans les lois et règlements. Dans le cadre de ce système, tous les nouveaux textes et projets de loi, ainsi que les législations déjà en vigueur sont examinés pour déterminer s'il existe des facteurs de risque de corruption.

Application du code de conduite pour les fonctionnaires

Pour améliorer l'éthique dans le service public, l'ACRC a promulgué le Code de conduite pour les fonctionnaires en février 2003 en tant que directives éthiques pour les fonctionnaires. En se basant sur ce modèle, les organismes du secteur public ont mis en place leurs propres codes de conduite. L'ACRC supervise le respect de ces codes et enquête sur les violations par les fonctionnaires.

« L'ACRC élabore et met en œuvre des politiques anti-corruption au niveau national. »

Amélioration de la sensibilisation à l'intégrité dans toute la société

Promotion des partenariats public-privé pour lutter contre la corruption

L'ACRC communique et coopère à travers la mise en place de réseaux avec les organisations de la société civile, les milieux économiques et les associations professionnelles pour promouvoir les partenariats public-privé contre la corruption. Elle fournit un soutien financier aux initiatives des groupes civils pour propager la culture de l'intégrité. L'ACRC gère également divers programmes de formation pour les responsables des entreprises et délivre les tendances récentes ainsi que les meilleures pratiques nationales et internationales sur la gestion éthique pour stabiliser et diffuser une gestion éthique des entreprises.

Conseil public-privé pour une société transparente :

En mars 2018, l'ACRC a réuni 30 représentants de divers secteurs tels que les milieux économiques, les associations professionnelles, les médias, le monde universitaire et le secteur public afin d'inaugurer le Conseil public-privé pour une société transparente. Le Conseil discute et promeut les propositions de politique anti-corruption et la signature du Pacte pour la société d'intégrité, etc.

Sensibilisation du public aux questions de corruption

L'ACRC met en place divers programmes de sensibilisation du public pour encourager la coopération et la participation des citoyens dans l'amélioration de l'intégrité nationale. Afin de sensibiliser le public aux risques de corruption et d'établir un système durable d'intégrité nationale, elle se concentre sur la formation anti-corruption pour les fonctionnaires et les étudiants.

Il est obligatoire pour tous les fonctionnaires de suivre une formation anti-corruption d'au moins deux heures chaque année. Afin de soutenir cet effort, l'ACRC forme des instructeurs anti-corruption, fournit divers supports pédagogiques tels que des plans de cours et des vidéos, et surveille chaque année les formations anti-corruption menées par des organismes publics.

En outre, pour offrir une formation professionnelle et systémique à la lutte contre la corruption aux fonctionnaires, aux jeunes et aux citoyens ordinaires, l'ACRC gère sa propre institution de formation à la lutte contre la corruption, l'Institution de formation à la lutte contre la corruption (ACTI). Chaque année, environ 25 000 fonctionnaires et citoyens ordinaires participent aux différents programmes de formation de l'ACTI.

Programmes de l'ACTI



< Engagement du chef >



< Classe d'intégrité des élèves >



< Discours sur l'intégrité publique >

« L'ACRC soutient les partenariats volontaires et propage une culture d'intégrité. »

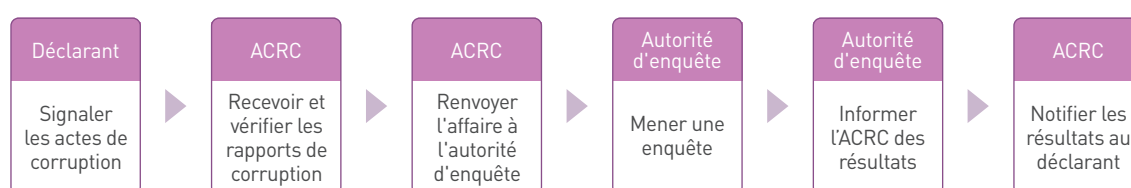
Surveillance et détection des actes de corruption

Signalement de la corruption

Toute personne peut signaler à l'ACRC les actes de corruption suivant :

- (a) L'acte d'abus d'autorité, de position, ou violation des lois dans le cadre de ses fonctions de la part d'un agent public dans le but d'en retirer des gains pour lui-même ou pour un tiers ;
- (b) L'acte d'infliger des dommages aux biens des institutions publiques en violation des lois, dans le processus d'exécution du budget des institutions publiques, d'acquisition, de gestion ou disposition des biens des institutions publiques, ou de conclusion et exécution d'un contrat dont une institution publique est partie ;
- (c) L'acte de contraindre, d'exhorter, de proposer et de provoquer l'acte susmentionné ou l'acte de le couvrir.

Procédure de traitement des actes de corruption signalés



Actes de corruption signalés

Année	Reçus	Traités	Transmis (accusés)	Notifiés comme des violations du code de conduite
2009	2 693	2 695	106	47
2010	3 099	3 066	81	73
2011	2 529	2 546	73	80
2012	2 527	2 529	74	79
2013	3 735	3 670	139	43
2014	4 510	4 481	236	53
2015	3 885	3 904	296	75
2016	3 758	3 735	324	67
2017	4 066	3 966	221	48
2018	7 328	7 224	306	78
2019	9 435	8 718	415	203

Signalement de violation de l'intérêt public

Toute personne découvrant qu'une violation a été commise ou est en train de se produire peut la signaler à l'ACRC, l'employeur d'une entreprise où une violation s'est produite, une institution de surveillance, une autorité d'enquête, un membre de l'Assemblée nationale, etc.

La « violation de l'intérêt public » désigne un acte qui porte atteinte à la santé et à la sécurité du public, à l'environnement, aux intérêts des consommateurs et à une concurrence loyale, etc. et est soumise à 1) toute disposition pénale ou 2) à une action administrative telle que l'annulation ou la suspension d'un permis ou d'une licence, définie dans les lois* énumérées dans un tableau ci-joint de la « loi sur la protection des dénonciateurs d'intérêt public ».

* Loi sur le contrôle de la qualité des produits agricoles, loi spéciale sur le contrôle de la sécurité des structures publiques, loi sur l'hygiène alimentaire, loi sur la conservation de l'environnement naturel et autres lois (468 au total)

Actes de violation d'intérêt public signalés

Année	Reçus	Traités	Transmis
2011	292	227	8
2012	1 153	1 113	104
2013	2 887	2 509	73
2014	9 130	8 239	168
2015*	5 771	7 089	90
2016	2 611	2 560	79
2017	2 521	2 238	85
2018	3 923	3 952	37
2019	5 164	5 165	388

* Le nombre de signalements a chuté après la modification de la loi en juillet 2015, ce qui limite les personnes susceptibles de recevoir des récompenses aux dénonciateurs internes.

Signalement des fraudes aux subventions publiques

L'ACRC a reçu des rapports sur les fraudes aux subventions publiques par le biais du Centre de signalement des fraudes aux subventions publiques créé en 2013. Voici des exemples de fraudes aux subventions :

- Paiement frauduleux ou illicite lié aux prestations de sécurité sociale (pension nationale, assurance maladie nationale, assurance contre les accidents du travail, assurance-emploi) ;
- Paiement frauduleux ou illicite d'aide publique ;
- Paiement frauduleux ou illicite de subventions pour les services sociaux ;
- Paiement frauduleux ou illicite effectué en violation de la loi sur la gestion des subventions.

Actes de fraude aux subventions publiques signalés

Année	Reçus	Traités	Transmis
2013	145	101	1
2014	802	766	103
2015	896	901	197
2016	1 032	1 020	192
2017	927	862	168
2018	1 466	1 466	265
2019	1 536	1 527	321

Promulgation de la Loi sur le recouvrement des fonds publics

Parallèlement à l'augmentation indispensable du budget de l'aide sociale, il y a eu une augmentation des demandes illicites de financement public. Afin de recouvrer et de sanctionner les demandes illicites de fonds publics, le 16 avril 2018, la loi sur l'interdiction des fausses demandes de fonds publics et le recouvrement des bénéfices illicites a été promulguée en tant que loi générale.

En vertu de la loi, les bénéfices et intérêts illicitement réclamés seront intégralement recouverts dans les cas où :

- Les fonds publics sont faussement et illégalement réclamés par ceux qui ne sont pas qualifiés ;
- Les fonds publics sont excessivement réclamés de manière fausse ou illicite ;
- Les fonds publics ne sont pas utilisés conformément aux lois ou ordonnances municipales ou à des fins autres que celles initialement énoncées.

Les sanctions comprennent l'imposition de sanctions pécuniaires supplémentaires jusqu'à cinq fois et la divulgation des noms de ceux qui ont réclamé de manière excessive ou répétitive.

Protection des dénonciateurs d'intérêt public

L'ACRC cherche à contribuer à la stabilité des moyens de subsistance des gens et à l'amélioration d'un climat social plus transparent et éthique par la protection et le soutien des personnes qui signalent des actes de corruption et violations de l'intérêt public.

Protection des dénonciateurs

Confidentialité personnelle : Il est interdit de divulguer ou faire connaître à un tiers des informations personnelles concernant le dénonciateur d'intérêt public ou d'autres faits qui induisent l'identité du dénonciateur.

* La déclaration par procuration des avocats a été introduite pour renforcer la confidentialité des dénonciateurs par la modification de 2018 de la loi.

Protection de la sécurité personnelle : L'ACRC peut demander à la police de prendre des mesures de protection pour un dénonciateur et sa famille, etc. quand ils ont fait face ou sont susceptibles de faire face à un danger menaçant leur vie.

Interdiction de mesures désavantageuses : Un dénonciateur peut demander à l'ACRC de prendre les mesures nécessaires pour récupérer son statut d'origine lorsque le dénonciateur a été rejeté, a perdu sa position ou a été désavantagé de quelque autre manière suite à la dénonciation.

Récompense des dénonciateurs

Récompenses et fonds de secours : lorsqu'un dénonciateur entraîne directement la récupération ou l'augmentation des revenus tels que des suppléments de pénalité pour les gouvernements centraux ou locaux, l'ACRC offre au dénonciateur une récompense pouvant atteindre 3 milliards de KRW. Le déclarant, dont la dénonciation n'entraîne pas le recouvrement ou l'augmentation des revenus mais sert l'intérêt public, se verra attribuer jusqu'à 200 millions KRW par le biais de l'examen de la Commission. De plus, lorsque la dénonciation dans l'intérêt public cause des dommages ou des dépenses liés à des soins médicaux, à une réinstallation résidentielle, à des litiges, à une perte de salaire ou à d'autres raisons, l'ACRC fournit des fonds de secours.

Paiement de récompense

(Unité : caisse, 1000 KRW)

Année	Déclarant de corruption			Déclarant de violation de l'intérêt public		
	Cas	Revenus repris*	Récompenses	Cas	Revenus repris*	Récompenses
2009	20	5 811 771	642 146	-	-	-
2010	23	4 505 568	603 641	-	-	-
2011	12	18 834 014	1 499 401	-	-	-
2012	40	11 131 730	1 400 444	32	147 860	28 475
2013	37	8 393 380	951 210	319	1 230 929	227 708
2014	30	6 878 647	619 347	657	2 239 585	397 340
2015	29	28 770 531	1 426 658	511	1 988 446	379 997
2016	90	23 997 537	2 275 033	2 476	8 344 742	1 603 578
2017	113	26 539 641	2 108 374	1 710	11 198 923	1 976 511
2018	166	36 836 590	3 114 994	277	66 077 269	2 213 658
2019	197	28 364 346	2 312 974	211	22 254 652	1 534 593

* Revenus repris : la valeur des revenus récupérés ou augmentés de l'État ou des gouvernements locaux

« L'ACRC protège les dénonciateurs qui divulguent des actes répréhensibles ou des actes illégaux. »

Mise en œuvre de la Loi sur la sollicitation abusive et la corruption

Depuis 2011, l'ACRC a mis en avant la législation de la Loi sur la sollicitation abusive et la corruption pour briser le cercle vicieux des pratiques de sollicitation abusive ou de divertissement d'affaires et de corruption. Elle a été adoptée par l'Assemblée nationale en mars 2015 et est entrée en vigueur le 28 septembre 2016.

Champ d'application

- Fonctionnaires de l'État et des collectivités locales, chefs et employés d'organisations liées au service public ;
- Directeurs et employés d'écoles de différents niveaux et fondations scolaires ;
- Dirigeants et employés de sociétés de médias ;
- Particuliers exerçant des fonctions publiques ;
- Grand public qui fait une sollicitation inappropriée ou offre des avantages inacceptables, financiers ou autres à un agent public.

Contenu de la loi

- Nul ne doit solliciter de manière inappropriée un fonctionnaire, etc., exerçant ses fonctions, directement ou par l'intermédiaire d'un tiers, pour s'acquitter de 14 types de tâches, y compris l'autorisation, la permission, etc., en violation des lois ou abus de sa position ou son pouvoir.
- Aucun agent public ni leur conjoint(e) ne doivent recevoir, demander ou promettre de recevoir de l'argent, des biens, etc. interdits.

* Définition des avantages inacceptables, financiers ou autres :

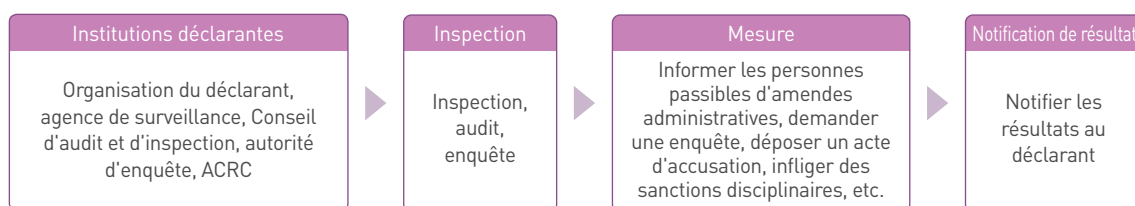
- Dans le cas où de tels avantages sont liés aux droits, tous les avantages reçus sont définis comme des avantages inacceptables.
- Dans le cas où de tels avantages ne sont pas liés aux droits, les avantages dépassant 1 million de wons par transaction (ou 3 millions de wons au cours d'un exercice) sont définis comme des avantages inacceptables.

* Exceptions d'avantages financiers ou autres inacceptables :

Avantages fournis par la famille proche, avantages fournis uniformément dans une fourchette normalement acceptée par un organisateur d'un événement officiel, et souvenirs ou articles promotionnels distribués à de nombreuses personnes non précisées, etc.

- Les agents publics, etc. ne recevront pas d'honoraires pour une conférence extérieure dépassant les limites spécifiées.

Comment les signalements de violation sont traités



Signalements sur la violation de la Loi sur la sollicitation abusive et la corruption

		2017		2018		2019	Total
		Première moitié	Seconde moitié	Première moitié	Seconde moitié	Première moitié	
Signalements déposés	Sollicitation abusive	242	193	2 055	1 275	1 181	4 946
	Réception de corruption	620	347	547	412	426	2 352
	Conférences à l'extérieur	3 190	1 007	3 621	591	6 938	15 347
	total	4 052	1 547	6 223	2 278	8 545	22 645
Sanctions		306 cas de sanctions pénales (53) + sur-amendes et frais de non-conformité (253)					

« La loi sur la sollicitation abusive et la corruption apporte une nouvelle vague de transparence à la société coréenne. »

02 Traitement des plaintes civiles

Enquête et traitement des plaintes civiles

Conseil et application

Toute personne (y compris un étranger résidant en Corée) peut déposer une plainte personnellement ou par l'intermédiaire d'un représentant, par visite personnelle, courrier, Internet ou télécopie. Les sujets de plaintes sont des pratiques illégales et injustes des organismes administratifs, la violation des droits et des griefs des personnes par l'absence de systèmes et de politiques appropriés. Le programme de sensibilisation sur place et en externe, « Mobile e-People », est en service afin d'atteindre les citoyens souhaitant régler des plaintes sur le terrain. En outre, l'ACRC dirige le Centre de conseil des plaintes du gouvernement pour conseiller les plaintes complexes impliquant plusieurs institutions gouvernementales « en un seul endroit à la fois ».

Enquête

Les enquêteurs de l'ACRC peuvent exiger que les organismes administratifs concernés (répondant) donnent des explications vis-à-vis des plaintes déposées et soumettent tous les matériaux et documents pertinents. Ils peuvent également demander la présence et le témoignage de plaignants, d'intervenants, de répondants, etc. et mener une enquête sur place dans des locaux ou des installations connexes ainsi que demander conseil à des spécialistes.

Délibération et prise de décision

À la fin de l'enquête, la commission procède à une délibération sur la base des opinions et des résultats de l'enquête qui lui sont présentés. Suivant les résultats de la délibération, elle recommande des mesures correctives ou émet des avis officiels sur les plaintes ou les lois, institutions et politiques pertinentes.

Notification

L'ACRC doit immédiatement informer les parties concernées de sa décision après délibération. Les agences administratives concernées doivent indiquer comment elles ont mis en œuvre les recommandations ou les avis de l'ACRC au plus tard 30 jours après avoir reçu une telle notification de l'ACRC. Si les répondants ne sont pas en mesure d'exécuter les décisions de l'ACRC, ils doivent informer l'ACRC de leur raison.

Cas de plaintes civiles

Année	Reçues	Traitées	Acceptées	Taux d'acceptation (%)*
2009	29 716	28 163	4 821	20,0
2010	32 584	34 510	4 033	14,9
2011	32 351	32 082	3 014	15,0
2012	34 347	33 242	3 620	17,9
2013	31 681	32 737	3 667	18,0
2014	30 038	28 744	3 495	21,4
2015	31 308	31 112	3 195	23,9
2016	30 252	30 625	3 031	27,0
2017	26 533	26 623	2 586	25,2
2018	30 712	29 609	2 413	24,7
2019	56 189	42 031	2 452	20,7

* Le taux d'acceptation signifie le nombre de cas acceptés en faveur des plaignants sur les plaintes civiles où les interrogations simples sont exclues de toutes les plaintes reçues.

« L'ACRC, en tant qu'institution de l'Ombudsman national, enquête et traite les plaintes déposées par les citoyens. »

e-People (www.epeople.go.kr)

Aujourd'hui, les démarches administratives deviennent de plus en plus compliquées et diverses. C'est la raison pour laquelle les citoyens qui ont l'intention de déposer des plaintes ont des difficultés à trouver le bon organisme à contacter. e-People est un système en ligne permettant un traitement des plaintes civiles en vue de fournir aux gens un accès plus facile au service public.

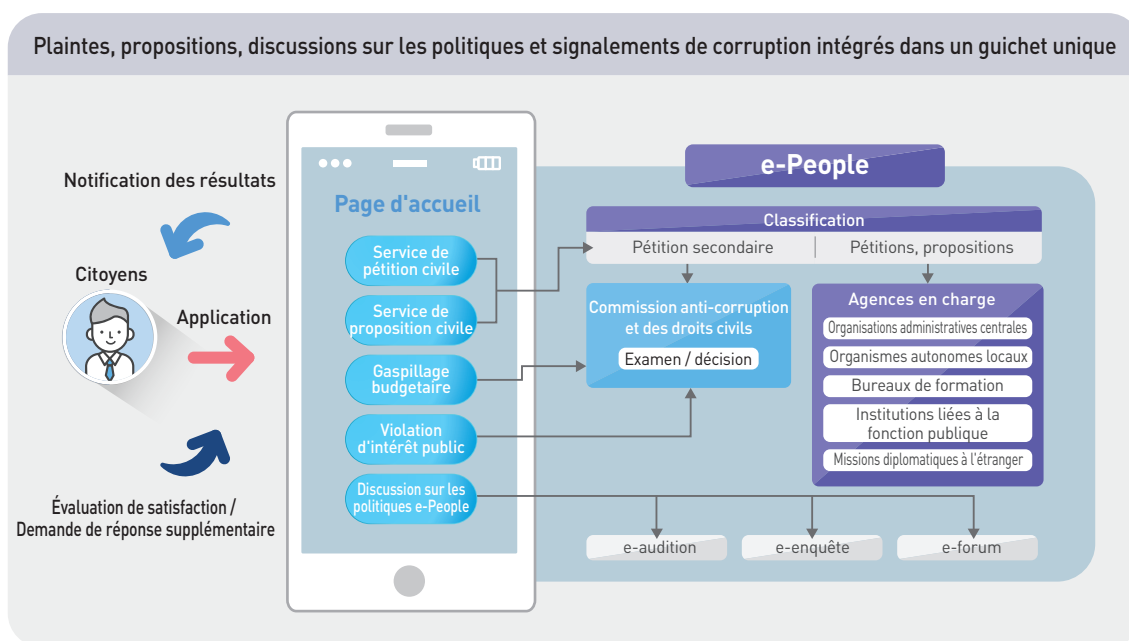
e-People, portail en ligne du gouvernement, relie tous les organismes centraux administratifs, toutes les collectivités locales, tous les bureaux d'éducation, les grandes institutions publiques (136), les missions diplomatiques à l'étranger et l'administration judiciaire nationale. Les citoyens et les étrangers vivant en Corée du Sud peuvent présenter des réclamations, des propositions, des recours administratifs liés aux services gouvernementaux, et signaler des cas de corruption.

Les plaintes reçues sont envoyées aux organismes appropriés afin de les traiter le plus efficacement possible. Dans le cas où une enquête plus approfondie est nécessaire, l'ACRC gère directement et traite ces plaintes.

De plus, ce système de portail en ligne permet aux gens de faire des suggestions concernant les affaires administratives et de participer aux décisions politiques afin d'assurer une administration plus créative.

Actuellement, le service multilingue de e-People est disponible en 14 langues : anglais, chinois, japonais, vietnamien, mongol, indonésien, thaï, ouzbek, bengali (langue du Bangladesh), cambodgien, cinghalais (langue du Sri Lanka), népalais, russe et birman.

e-People : Portail en ligne permettant une pétition et discussion pour la population



« e-People est le portail gouvernemental qui permet aux citoyens de déposer des plaintes et de participer au processus décisionnel du gouvernement en ligne. »

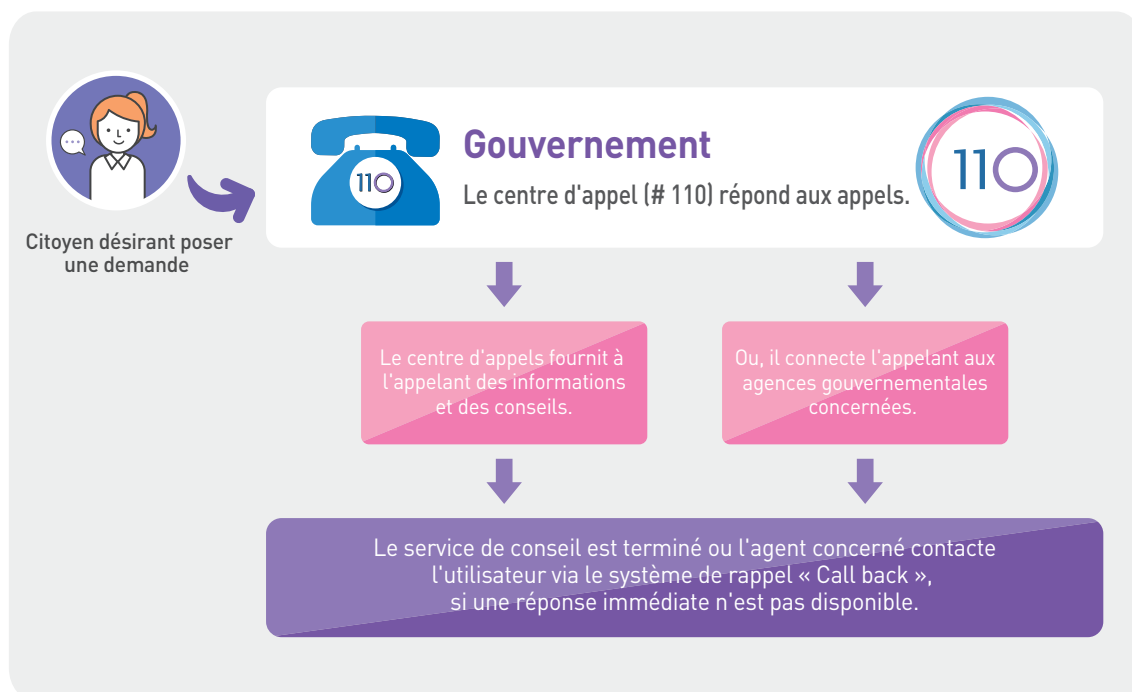
Centre d'appel intégré du gouvernement (#110)

Ceux qui veulent obtenir des informations sur les services fournis par les organigrammes administratifs peuvent appeler le 110, numéro de téléphone du centre d'appel gouvernemental, partout en Corée. Avec ce service, l'ACRC assure un maximum de confort pour les personnes qui utilisent les services publics et ouvre une nouvelle perspective dans l'offre de service administratif orientée vers le client.

Les organisations publiques liées à ce centre d'appels comprennent toutes les agences administratives centrales, tous les organismes autonomes locaux, tous les bureaux métropolitains et provinciaux de l'éducation et les principales institutions publiques. Ce centre offre des services de conseil et d'orientation aux citoyens sur la fonction publique via numéro unique : le 110.

L'un des atouts de ce centre d'appel est que des conseillers, et non pas un système de réponse automatique (ARS), sont disponibles pour répondre aux appels. Les questions simples sont traitées par les conseillers eux-mêmes tandis que les questions plus complexes, notamment la fiscalité, le travail et le bien-être sont dirigés vers des centres d'appels spécialisés ou des systèmes de traitement des plaintes des organismes concernés.

Lorsque les plaignants sont reliés aux organismes concernés, les détails sur les plaintes sont transférés électroniquement, éliminant ainsi la nécessité pour eux de répéter leurs plaintes. En outre, le système « Call back » est introduit pour donner des réponses ultérieurement aux plaignants, quand les questions ne sont pas urgentes ou qu'une réponse immédiate est impossible.



« Pour toute demande de renseignement sur le service du gouvernement, il suffit d'appeler le 110 partout en Corée du Sud. »

Système de recours administratif

Abrégé

Le recours administratif est fondé sur la Constitution de la République de Corée et la loi sur les recours administratifs. Il a deux objectifs : réparation du droit civil et contrôle administratif. En d'autres termes, son objectif est de garantir la légitimité et la rationalité des actions administratives en réparant les droits et les intérêts des personnes et en offrant aux organismes administratifs la possibilité de rectifier leurs propres torts.

Ses décisions sur les recours administratifs sont juridiquement contraignantes pour les organismes administratifs, entraînant ainsi un fort effet en tant que recours de droit civil. C'est gratuit, rapide et simple contrairement aux poursuites administratives.

Histoire

Les recours administratifs trouvent leur origine dans la loi sur les pétitions qui a été promulguée en août 1951. Sa fonction et son rôle étaient limités à l'époque, mais la loi sur les recours administratifs, qui a été promulguée et mise en place en 1985, a appliqué les procédures judiciaires requises par la Constitution et a subi plusieurs révisions pour améliorer l'indépendance et l'équité.

Objets et catégories

Les objets des recours administratifs sont la disposition ou l'omission rendue par un organisme administratif, ou tout autre exercice de la puissance publique ou le refus d'un tel exercice. L'organisme administratif comprend l'État, les gouvernements locaux et les organismes publics ou les personnes déléguées à l'autorité administrative. Les recours administratifs sont classés comme suit :

- Recours en révocation : Recours en révocation ou en modification d'une disposition illégale ou injuste rendue par un organisme administratif ;
- Recours pour affirmation de nullité, etc. : Recours pour affirmation de l'efficacité ou de l'inefficacité d'une disposition, ou de l'existence ou de l'inexistence d'une telle disposition ;
- Recours pour exécution d'une obligation : Recours pour une disposition spécifiée contre une disposition de refus illégale ou injuste ou une omission.

Procédure

1) Soumission d'une demande

Un demandeur peut soumettre une demande de recours administratif à l'ACRC ou l'agence de traitement par visite personnelle, courrier ou Internet (www.simpan.go.kr).

2) Réponse

L'agence de traitement transmet une réponse aux appels dans les dix jours après avoir reçu la demande et elle la transmet à l'ACRC. Ensuite, la Commission centrale des recours administratifs au sein de l'ACRC envoie une réponse au demandeur pour qu'il puisse comprendre l'opinion de l'agence de traitement.

3) Délibération et arbitrage

Les commissionnaires de la Commission centrale des recours administratifs examinent soigneusement les déclarations des deux parties et fixent la date de la délibération. Après avoir délibéré et jugé si le cas faisant l'objet du recours est illégal ou injuste, ils transmettent les résultats à l'agence de disposition et au demandeur avec un document écrit.

Exemples de recours administratifs

- Dispositions de divers types d'autorisation, de permission, de licence ou de qualification
- Dispositions administratives des permis de conduire en vertu du Code de la route
- Dispositions imposant une suspension d'affaires, une sur-amende ou une charge
- Dispositions de rejet de la nomination comme patriotes ou anciens combattants
- Dispositions concernant l'imposition et la perception des cotisations d'assurance sociale
- Dispositions de disqualification pour un examen national
- Dispositions concernant le refus de divulguer des informations administratives
- Dispositions relatives à l'immigration et à la période de visite

Traitement des recours administratifs

Année	Reçus	Traités	Délibérés en faveur des demandeurs	Taux en faveur des demandeurs (%)
2009	29 572	27 461	4 162	15,2
2010	31 019	30 472	4 990	16,4
2011	28 058	28 923	4 840	16,7
2012	25 317	24 987	3 983	15,9
2013	25 570	24 405	4 227	17,3
2014	25 301	25 270	4 131	16,3
2015	24 425	24 947	3 933	17,4
2016	26 730	26 080	3 901	16,8
2017	27 918	25 775	3 584	15,8
2018	23 043	25 153	3 814	16,8
2019	24 076	21 534	1 567	10,0

Commission centrale de recours administratif

La Commission centrale de recours administratif gère le système de recours administratif de la Corée et a été créée par et fonctionne sous la direction de la Commission anti-corruption et des droits civils. La Commission centrale de recours administratif se compose de 50 membres maximum, dont le président vice-ministériel, les commissaires permanents et les commissaires non permanents. Elle examine et statue sur les recours contre les dispositions rendues par les organismes administratifs centraux et ses institutions affiliées, les maires d'une ville métropolitaine spéciale ou d'une ville métropolitaine et les gouverneurs provinciaux.

La Commission centrale de recours administratif enquête et conseille d'autres organismes de recours administratif, dispense des formations et de la publicité concernant le système de recours administratif et formule des recommandations sur les lois déraisonnables qui peuvent entraîner des actions administratives illégales et injustes.

Système d'agents nommés par l'État

Le recours administratif est un système pour le peuple en abaissant le seuil afin que le peuple puisse y accéder librement dans le but de protéger leurs droits et les intérêts et pour l'auto-contrôle de l'administration. Avec la recrudescence récente d'affaires générales impliquant des relations factuelles et juridiques complexes, le taux de nomination des avocats et autres agents augmente constamment dans les recours administratifs, mais le soutien juridique et institutionnel pour les demandeurs qui ne peuvent pas se permettre l'assistance d'experts en raison de circonstances économiques, etc. est relativement insuffisant.

C'est dans ces circonstances que le système des agents nommés par l'État pour les recours administratifs a été introduit et mis en œuvre le 1er novembre 2018, en vertu de ce que la Commission de recours administratif soutient la nomination d'un agent nommé par l'État lorsqu'un demandeur ne peut pas nommer un agent dans les limites de ses capacités économiques.

Système de médiation de recours administratif

Comme la réactivité de l'administration publique s'est affaiblie dans une société en évolution rapide, divers types et tailles de différends se sont rapidement accrues entre les institutions publiques et administratives. Cependant, un recours administratif ne peut que résoudre un conflit public en satisfaisant un seul parti entre le demandeur et le défendeur, révélant ainsi certaines limites dans la résolution du conflit public au sein de l'administration.

Ainsi, dans le cadre du système de médiation des recours administratifs, introduit depuis le 1er mai 2018, les cas avec des conflits aigus entre les parties concernées ou avec un impact de grande envergure peuvent être résolus en douceur avec un accord mutuel tandis que les cas simples et triviaux, avec moins de conflits entre les parties, peuvent être résolus plus rapidement.

Système d'exécution indirecte

Lorsqu'une décision est rendue en faveur des demandeurs qui ont déposé la demande en raison de dispositions de rejet illégales ou abusives prises par l'autorité administrative, les autorités défenderesses doivent mettre en œuvre la décision des recours administratifs, mais dans certains cas, elles ne le font pas.

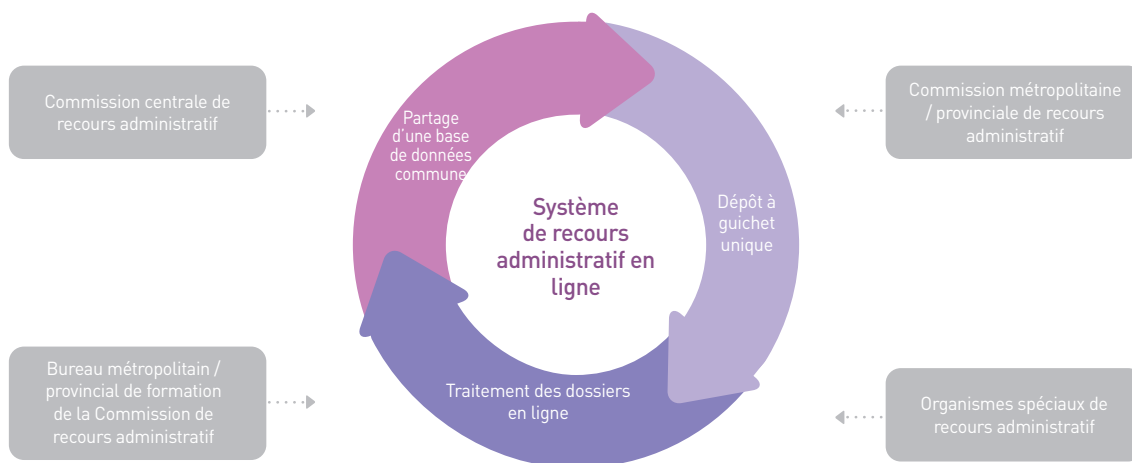
Le système d'exécution indirect mis en place en 2017, consiste à obliger l'autorité administrative intimée à compenser pendant la période retardée, en augmentant l'efficacité des décisions et en renforçant la réparation des droits et intérêts du public.

Système de recours administratif en ligne

Les personnes qui souhaitent déposer un recours administratif peuvent utiliser les recours administratifs en ligne (www.simpan.go.kr) indépendamment de l'heure et du lieu pour déposer une demande, vérifier l'état et le résultat de la résolution depuis un ordinateur ou un smartphone.

Si vous sélectionnez les organismes administratifs qui rendent une disposition à laquelle vous avez recours, votre recours est automatiquement transféré aux organismes de recours administratifs compétents. Si vous saisissez quelques informations pertinentes, le système fournit des cas de recours similaires et sa résolution pour vous aider à consulter les cas les plus pertinents.

Les organismes de recours administratif et les organismes de dispositions liées au système en ligne peuvent gérer les travaux liés aux recours administratifs, y compris la réception des demandes, le transfert et la rédaction des documents.



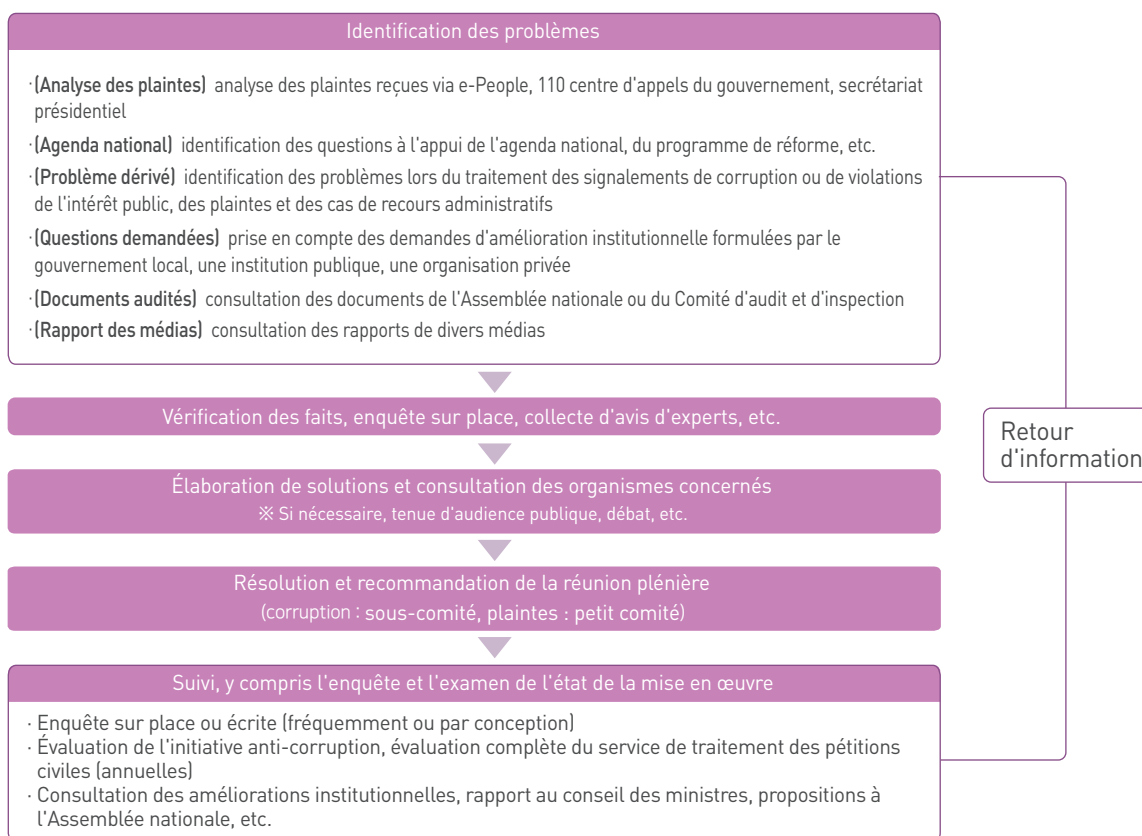
« Le système de recours administratif garantit la légitimité et la rationalité de l'administration. »

04 Amélioration institutionnelle

L'ACRC peut recommander une amélioration institutionnelle au responsable des institutions publiques pour prévenir la corruption en analysant la survenance d'actes de corruption. Il formule également une recommandation raisonnable ou exprime une opinion au chef des institutions publiques, si cela est jugé nécessaire pour améliorer les lois, les systèmes ou les politiques qui, au cours du traitement des plaintes, ont été jugées source de griefs ou de désagréments.

L'ACRC gère sa mise en œuvre effective des recommandations en vérifiant et en examinant l'état actuel transmis par les institutions publiques sur le résultat de la mise en œuvre de la recommandation.

Flux de travail du système d'amélioration institutionnelle



Cas recommandés pour l'amélioration institutionnelle

Année	Plaintes civiles	Anti-corruption	Total	Taux d'acceptation [%]
2009	99	18	117	97,4
2010	69	22	91	92,3
2011	48	33	81	92,6
2012	44	22	66	97,0
2013	50	16	66	98,5
2014	45	18	63	96,8
2015	43	14	57	98,2
2016	42	10	52	96,2
2017	36	24	60	96,7
2018	33	25	58	100
2019	48	13	61	98,4

« L'ACRC se consacre à l'identification et à l'amélioration des systèmes administratifs inefficaces. »

05 Coopération internationale

Le gouvernement sud-coréen continue à participer à l'initiative internationale dont le but est de lutter contre la corruption et de protéger les droits des citoyens.

La Corée du Sud prend l'initiative de mettre en vigueur le plan d'action contre la corruption du G20 et de participer au Groupe de travail sur la lutte contre la corruption et la promotion de la transparence de l'APEC. En particulier, la Commission de lutte contre la corruption et de défense des droits civiques a établi l'Agence de lutte contre la corruption (ACA pour Anti-Corruption Agency) et elle joue un rôle majeur en tant que secrétariat.

En outre, l'ACRC s'efforce de mettre en œuvre les conventions internationales comme la convention sur la lutte contre les pots-de-vin de l'OCDE ainsi que la convention sur la lutte contre la corruption de l'ONU. De plus, elle a signé le protocole d'accord sur la lutte contre la corruption avec l'Indonésie, le Vietnam, la Mongolie, la Tunisie, le Myanmar, l'Irak, le Qatar et l'Ouzbékistan, et a transmis ses techniques pour lutter contre la corruption comme l'évaluation de l'intégrité.

Du côté de l'ombudsman, l'ACRC a joué un rôle important dans la promotion des échanges et de la coopération grâce à diverses initiatives en tant que membre de l'Institut international de l'Ombudsman (IOI) et de l'Association des Ombudsmans d'Asie (AOA). En outre, l'ACRC a signé des protocoles d'entente sur l'Ombudsman avec l'Indonésie, la Thaïlande, le Vietnam et l'Australie afin de protéger les citoyens et les entreprises expatriés sur le territoire partenaire en réglant leurs plaintes civiles et en renforçant la coopération bilatérale. L'ACRC contribuera à améliorer la capacité de l'ombudsman en partageant les pratiques optimales et ses expériences.

L'ACRC, par le biais de ses fonctions d'ombudsman et de lutte contre la corruption, continuera de coopérer avec les communautés internationales de manière plus étroite et constructive.



« Nous renforcerons notre coopération avec la communauté internationale. »

19TH INTERNATIONAL ANTI-CORRUPTION CONFERENCE



Designing 2030: Truth, Trust & Transparency

THE WORLD WILL GATHER **IN BUSAN** IN 2020 FOR A WORLD **WITHOUT CORRUPTION**

The International Anti-Corruption Conference, co-organized by a government & Transparency International, is the world's biggest anti-corruption forum, bringing together people in both the public and private sector. The 19th IACC will be held in Busan in 2020, hosted by the ACRC

1-4 December 2020
BEXCO, BUSAN, REPUBLIC OF KOREA

- **HOST** | ACRC, TI
- **PROGRAM** | Plenary sessions, Workshops
- **SIDE EVENTS** | Films for Transparency Festival, Fair Play Anti-Corruption Music Competition and Concerts, etc
- **INQUIRIES** | (Home) iaccseries.org.
(E-mail) iacc@transparency.org

Designing 2030

Truth

Trust

Transparency



Commission pour la lutte contre la corruption et les droits civils (ACRC)
Complexe gouvernemental-Sejong, 20, Doum 5-ro, Sejong-si, 30102

Tél. : +82 44 200 7150~7 Fax : +82 44 200 7916

Site Web : www.acrc.go.kr

Courriel : acrc@korea.kr

Avril • 2020